

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

19 avril 2024

PROPOSITION DE LOI

**modifiant le Code
des sociétés et des associations
en ce qui concerne l'indexation annuelle
des seuils appliqués
pour qualifier les sociétés
de petites sociétés et de microsociétés**

Avis de la Cour des comptes

Voir:

Doc 55 **3703/ (2023/2024):**

001: Proposition de loi de Mme Verhelst et M. Leysen.

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

19 april 2024

WETSVOORSTEL

**tot wijziging van het Wetboek
van vennootschappen en verenigingen
voor wat betreft de jaarlijkse indexatie
van de drempelbedragen als criterium
voor de kwalificering tot kleine vennootschap
en tot microvennootschap**

Advies van het Rekenhof

Zie:

Doc 55 **3703/ (2023/2024):**

001: Wetsvoorstel van mevrouw Verhelst en de heer Leysen.

12143

N-VA	: Nieuw-Vlaamse Alliantie
Ecolo-Groen	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
PS	: Parti Socialiste
VB	: Vlaams Belang
MR	: Mouvement Réformateur
cd&v	: Christen-Democratisch en Vlaams
PVDA-PTB	: Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique
Open Vld	: Open Vlaamse liberalen en democraten
Vooruit	: Vooruit
Les Engagés	: Les Engagés
DéFI	: Démocrate Fédéraliste Indépendant
INDEP-ONAFH	: Indépendant - Onafhankelijk

Abréviations dans la numérotation des publications:		Afkorting bij de nummering van de publicaties:	
DOC 55 0000/000	Document de la 55 ^e législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi	DOC 55 0000/000	Parlementair document van de 55 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Questions et Réponses écrites	QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	Version provisoire du Compte Rendu Intégral	CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag
CRABV	Compte Rendu Analytique	CRABV	Beknopt Verslag
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)	CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaalde beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)
PLEN	Séance plénière	PLEN	Plenum
COM	Réunion de commission	COM	Commissievergadering
MOT	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT	Moties tot besluit van interpellaties (beigegekleurig papier)



AVIS DE LA COUR DES COMPTES

Proposition de loi modifiant le code des sociétés et des associations en ce qui concerne l'indexation annuelle des seuils appliqués pour qualifier les sociétés de petites sociétés et de microsociétés, déposée par Mme Kathleen Verhelst et M. Christian Leysen (DOC 55 3703/001)

Avis approuvé en assemblée générale du 18 avril 2024



1. Demande d'avis

La Cour des comptes a reçu une demande d'avis de la commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Agenda numérique le 12 janvier 2024 en application de l'article 79, alinéa 1^{er}, du règlement de la Chambre. La commission lui demande d'estimer les dépenses nouvelles ou la diminution des recettes qu'entraînerait l'adoption de la proposition de loi modifiant le code des sociétés et des associations en ce qui concerne l'indexation annuelle des seuils appliqués pour qualifier les sociétés de petites sociétés et de microsociétés, déposée le 23 novembre 2023 par Mme Kathleen Verhelst et M. Christian Leysen (DOC 55 3703/001).

2. Contenu de la proposition de loi

La proposition de loi entend aligner les seuils appliqués pour qualifier une société de petite société ou de microsociété sur l'évolution de la réalité économique. Une indexation annuelle conforme à l'évolution de l'indice des prix à la consommation ainsi qu'une correction unique par le Roi sont proposées à cette fin à partir du 1^{er} janvier 2025.

En plus d'obligations comptables moins contraignantes, les sociétés qualifiées de PME ou de microsociétés peuvent en effet bénéficier d'une série de régimes préférentiels, de dérogations, d'exceptions et d'avantages en matière fiscale.

La proposition de loi énumère au total dix mesures de soutien fiscal. Elles concernent tant l'impôt des sociétés (mesures 1 à 5), le précompte mobilier (mesures 6 à 8) et le précompte professionnel (mesure 9) que l'impôt des personnes physiques (mesure 10). Il s'agit des mesures suivantes :

- 1) un régime d'amortissement avantageux des frais liés au prix d'achat (article 196 du CIR 92) ;
- 2) une déduction pour investissement plus avantageuse (article 201 du CIR 92) ;
- 3) l'absence de majoration en cas de versements anticipés insuffisants (article 218, § 2, du CIR 92) ;
- 4) l'application du taux réduit de 20 % à la première tranche de 100.000 euros (article 215, alinéa 2, du CIR 92) ;
- 5) la déduction sans restriction des pertes reportées (article 207, alinéa 6, du CIR 92) ;
- 6) la possibilité de constituer une réserve de liquidation (article 184quater du CIR 92) ;
- 7) l'application du régime VVPRbis¹ aux dividendes (article 269, § 2, du CIR 92) ;
- 8) l'exonération du précompte mobilier sur les intérêts d'un prêt consenti à une société débutante (article 21, 13^o, du CIR 92) ;
- 9) une dispense de 10 ou 20 % pour le versement du précompte professionnel pour les PME ou microsociétés débutantes (article 275¹⁰ du CIR 92) ;
- 10) une réduction d'impôt de 30 ou 45 % pour l'acquisition de nouvelles actions de PME ou de microsociétés débutantes (article 145²⁶, § 3, du CIR 92).

¹ VVPR est l'abréviation de *verlaagde voorheffing*/précompte réduit.



3. Incidence budgétaire de la proposition de loi

L'Administration générale de l'expertise et du support stratégiques (AGESS) du SPF Finances a estimé l'incidence budgétaire d'une indexation des valeurs seuils pour l'année de revenus 2025 à la demande de la Cour des comptes.

Les sociétés qui, du fait de l'indexation, peuvent être qualifiées de PME ou de microsociétés ont été déterminées à l'aide des données de leurs comptes annuels 2021 et de leur déclaration à l'impôt des sociétés pour l'exercice d'imposition 2022. Pour estimer la correction unique, une indexation des valeurs seuils a été appliquée pour l'année 2021 et l'incidence budgétaire a ensuite été extrapolée à 2025². Le tableau ci-dessous reprend les valeurs seuils calculées pour les PME et les microsociétés³.

Tableau 1 – Valeurs seuils des PME et microsociétés 2015-2021

Année	2015	2021 (montant indexé)
<i>Petites et moyennes entreprises</i>		
Total du bilan (en euros)	4.500.000	5.000.000
Chiffre d'affaires (en euros)	9.000.000	9.950.000
ETP	50	50
<i>Microsociétés</i>		
Total du bilan (en euros)	350.000	400.000
Chiffre d'affaires (en euros)	700.000	800.000
ETP	10	10

Source : AGESS du SPF Finances

En partant de l'exercice d'imposition 2022, il est estimé qu'une indexation des valeurs seuils entraîne la qualification supplémentaire de 2.123 sociétés en tant que microsociétés et de 454 en tant que PME.

L'AGESS a calculé l'incidence budgétaire additionnelle pour chaque mesure de soutien fiscal. Les microdonnées utilisées sont celles des déclarations à l'impôt des sociétés et à l'impôt des personnes physiques (exercice d'imposition 2022) ainsi que celles relatives au précompte mobilier (années de revenus 2021-2023) et à la dispense de versement du précompte professionnel (année de revenus 2023). L'AGESS a aussi utilisé le modèle de microsimulation Misis (pour les recettes de l'impôt des sociétés) et des statistiques internes.

Le tableau 2 illustre le coût budgétaire par mesure de soutien fiscal.

² La correction a été calculée en prenant comme référence les chiffres de l'inflation 2013-2020. L'extrapolation à 2025 est basée sur le taux de croissance escompté de l'impôt des personnes physiques et de l'impôt des sociétés.

³ Une fois l'indexation appliquée, les montants ont été arrondis à un multiple de 50.000 euros.



Tableau 2 – Coût budgétaire par mesure de soutien fiscal pour l'année de revenus 2025 (en millions d'euros)

Mesure de soutien fiscal	Coût budgétaire
<i>Impôt des sociétés</i>	
Régime d'amortissement avantageux des frais liés au prix d'achat	pour mémoire
Déduction pour investissement plus avantageuse	2,24 (ou 3,26 en cas de législation modifiée)
Absence de majoration en cas de versements anticipés insuffisants	0,03
Taux réduit de 20 % sur la première tranche de 100.000 euros	0,36
Déduction sans restriction des pertes reportées	0,05
<i>Précompte mobilier</i>	
Constitution d'une réserve de liquidation	31,72
Régime VVPRbis	7,52
Exonération du précompte mobilier sur les intérêts d'un prêt consenti à une société débutante	pour mémoire
<i>Précompte professionnel</i>	
Dispense de 20 % pour les microsociétés débutantes	0,28
Dispense de 10 % pour les PME débutantes	0,23
<i>Impôt des personnes physiques</i>	
Réduction d'impôt de 45 % pour l'acquisition de nouvelles actions de microsociétés débutantes	0,46
Réduction d'impôt de 30 % pour l'acquisition de nouvelles actions de PME débutantes	0,01
Total	42,9 (ou 43,93)

Source : AGESS du SPF Finances

Faute de données, l'AGESS n'a pas pu calculer l'incidence budgétaire du libre choix du régime d'amortissement des frais liés au prix d'achat. L'incidence budgétaire de ce régime est présu- mée relativement limitée et peut donc être estimée pour mémoire. Comme il fait unique- ment glisser l'amortissement dans le temps, il n'a pas non plus d'incidence budgétaire à long terme.

La déduction pour investissement avantageuse pour les PME est calculée à partir des inves- tissements déclarés dans l'annexe aux comptes annuels. En tenant compte de ces données, les nouvelles PME réalisent de nouveaux investissements pour 531.354 euros en moyenne. Le montant moyen des investissements concernés par la déduction déclarés par les sociétés ayant un total de bilan entre 4 et 4,5 millions d'euros et un chiffre d'affaires entre 8 et 9 mil- lions d'euros s'élève à 386.637 euros. L'incidence budgétaire est estimée à 2,24 millions d'eu- ros. Il convient de noter qu'un projet de loi vise aussi à relever les taux de la déduction pour



investissement qui s'appliquent aux PME concernant les immobilisations acquises ou constituées à partir du 1^{er} janvier 2025⁴. Son adoption éventuelle aurait une incidence budgétaire supplémentaire de 1,02 million d'euros à la suite de l'indexation proposée, ce qui porterait le coût total à 3,26 millions d'euros.

Les majorations effectives appliquées aux sociétés considérées comme des petites sociétés selon les nouvelles valeurs seuils et dont la déclaration porte sur les trois premiers exercices comptables ont également été examinées. L'incidence budgétaire supplémentaire de ce régime peut être considérée comme très limitée (0,03 million d'euros).

Depuis la réforme de l'impôt des sociétés, les PME doivent remplir trois nouvelles conditions pour bénéficier du taux réduit réservé aux PME : un seul dirigeant d'entreprise en personne physique doit enregistrer une rémunération brute d'au moins 45.000 euros (ou 50 % du bénéfice affecté à la rémunération), au moins 50 % des actions de la société doivent être détenues par des personnes physiques et la société ne peut pas être une société financière. Un nouveau code 1754 a été créé et introduit dans le modèle de simulation à partir des micro-données⁵. Le taux pondéré de 25 % baisse ainsi à 24,7 % pour ces sociétés. L'incidence budgétaire supplémentaire est estimée à 0,36 million d'euros.

En outre, les PME soumises à la limitation de la corbeille⁶ peuvent déduire sans restriction les pertes antérieures pendant les quatre premières périodes imposables à partir de la constitution de la société. Sur la base de la date de constitution, un nouveau code 1496 de la déclaration à l'impôt des sociétés a été créé et introduit dans le modèle de microsimulation. L'incidence budgétaire supplémentaire en est toutefois assez limitée (0,05 million d'euros).

Les recettes 2021-2023 des régimes fiscaux ayant une incidence sur les recettes du précompte mobilier ont été examinées. Couplées aux données relatives à la réserve de liquidation issues de la déclaration à l'impôt des sociétés, elles permettent de supposer que 57 % de ces réserves n'ont pas encore été distribuées et que la société les conservera jusqu'à sa liquidation. Il est également présumé que 42 % seront distribuées au bout de 5 ans et 1 % dans les 5 ans⁷, ce qui donne un taux pondéré de 11,18 %. Pour le régime VVPRbis, on part d'un taux pondéré de 15,08 % en s'appuyant sur la base imposable indiquée dans la déclaration au précompte mobilier. S'agissant de l'exercice d'imposition 2022, on estime sur la base des statistiques que 21,72 % du résultat fiscal positif après imposition et 3,41 % du résultat négatif après imposition seront convertis en réserve de liquidation. Les statistiques VVPRbis permettent de déduire que 6,52 % du résultat fiscal positif après imposition et 1 % du résultat fiscal négatif après imposition seront distribués par l'intermédiaire du régime VVPRbis. L'incidence budgétaire de la réserve de liquidation est estimée à 31,72 millions d'euros et celle du régime VVPRbis à 7,52 millions d'euros.

⁴ Voir le projet de loi portant des dispositions fiscales diverses du 29 février 2024, DOC 55 3865/001. Il propose de relever le taux de base sur les nouvelles immobilisations de 8 à 10 % voire à 20 % sur les investissements numériques.

⁵ Faute de microdonnées, la condition relative à l'actionnariat n'a pas été prise en compte. Son incidence sur le champ d'application est jugée limitée.

⁶ Certaines déductions fiscales (dont les pertes reportées) sont limitées à une « corbeille fiscale », à savoir à 1 million d'euros majoré de 70 % du bénéfice imposable restant (article 207, alinéa 5, du CIR 92).

⁷ Si la réserve de liquidation est distribuée dans les 5 ans de sa constitution, un précompte mobilier de 20 % est dû. Ce taux passe à 5 % après une période d'attente de 5 ans. Si la réserve est conservée jusqu'à ce que la société cesse d'exister, aucun précompte mobilier n'est dû.



Il n'y a pas de données disponibles concernant l'exonération du précompte mobilier sur les intérêts d'un prêt consenti à une société débutante. Son coût budgétaire supplémentaire est présumé limité et peut donc être estimé pour mémoire.

Enfin, l'incidence supplémentaire des régimes préférentiels au niveau du précompte professionnel et de l'impôt des personnes physiques a été calculée à partir du coût budgétaire de ces régimes et des statistiques relatives aux comptes annuels. Les aspects plus particulièrement examinés sont les rémunérations conditionnant la dispense de versement du précompte professionnel et les fonds propres pouvant donner lieu à des réductions à l'impôt des personnes physiques. L'incidence budgétaire supplémentaire a ainsi été estimée à 0,51 million d'euros pour le précompte professionnel et à 0,47 million d'euros pour l'impôt des personnes physiques.

4. Conclusion

L'administration fiscale estime le coût budgétaire total de la proposition de loi à l'examen à 42,90 millions d'euros. Ce montant est susceptible d'atteindre 43,93 millions d'euros si le projet de loi visant à relever les taux de la déduction pour investissement est adopté. La constitution d'une réserve de liquidation (31,72 millions d'euros) et le régime VVPRbis (7,52 millions d'euros) constituent les principaux postes de coût.

La Cour des comptes souscrit à cette estimation.



ADVIES VAN HET REKENHOF

Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen voor wat betreft de jaarlijkse indexatie van de drempelbedragen als criterium voor de kwalificering tot kleine vennootschap en tot microvennootschap, ingediend op 23 november 2023 door mevrouw Kathleen Verhelst en de heer Christian Leysen (DOC 55 3703/001)

Advies goedgekeurd in de algemene vergadering van 18 april 2024



1. Vraag om advies

Op 12 januari 2024 ontving het Rekenhof het verzoek van de Commissie voor Economie, Consumentenbescherming en Digitale Agenda om, overeenkomstig artikel 79, eerste lid, van het Reglement van de Kamer, een advies te verstrekken met de raming van de nieuwe uitgaven of van de minderontvangsten die de goedkeuring van het wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen voor wat betreft de jaarlijkse indexatie van de drempelbedragen als criterium voor de kwalificering tot kleine vennootschap en tot microvennootschap, ingediend op 23 november 2023 door mevrouw Kathleen Verhelst en de heer Christian Leysen (DOC 55 3703/001), als gevolg zou hebben.

2. Inhoud van het wetsvoorstel

Het wetsvoorstel wil de drempelbedragen die bepalen of een vennootschap als een kleine vennootschap of een micro-vennootschap kan worden gekwalificeerd, in lijn brengen met de economische realiteit. Met dit doel wordt vanaf 1 januari 2025 een jaarlijkse indexering, conform de evolutie van de consumptieprijsindex, alsook een eenmalige correctie door de Koning voorgesteld.

Vennootschappen die worden gekwalificeerd als kmo of microvennootschap kunnen naast mildere boekhoudkundige verplichtingen immers gebruik maken van verscheidene gunstregimes, afwijkingen, uitzonderingen en voordelen op fiscaal vlak.

Het wetsvoorstel somt in totaal 10 fiscale steunmaatregelen op, zowel in de vennootschapsbelasting (maatregel 1 tot 5), roerende voorheffing (maatregel 6 tot 8), bedrijfsvoorheffing (maatregel 9), als de personenbelasting (maatregel 10). Het betreft meer bepaald:

- 1) Een voordelig afschrijvingsregime van met aankoop verbonden kosten (art. 196 WIB92);
- 2) Een meer voordelige investeringsaftrek (art. 201 WIB92);
- 3) Geen vermeerdering wegens onvoldoende voorafbetalingen (art. 218, § 2, WIB 92);
- 4) Een verlaagd tarief van 20% op de eerste 100.000 euro (art. 215, lid 2, WIB 92);
- 5) Geen beperking van de aftrek van overgedragen verliezen (art. 207, lid 6, WIB 92);
- 6) De mogelijkheid om een liquidatiereserve aan te leggen (art. 184quater WIB 92);
- 7) Het VVPRbis¹-regime op dividenden (art. 269, § 2, WIB 92);
- 8) De vrijstelling van roerende voorheffing op de interesten van een lening aan een startende vennootschap (art. 21, 13°, WIB 92);
- 9) Een vrijstelling van 10 of 20% voor de doorstorting van de bedrijfsvoorheffing voor startende kmo's, respectievelijk micro-vennootschappen (art. 275¹⁰ WIB 92);
- 10) Een belastingvermindering van 30% of 45% voor het verwerven van nieuwe aandelen in een startende kmo, respectievelijk microvennootschap (art. 145²⁶, § 3, WIB 92).

¹ VVPR is de afkorting van verlaagde voorheffing/*précompte réduit*.



3. Budgettaire weerslag van het wetsvoorstel

De Algemene Administratie voor Beleidsexpertise en -ondersteuning (AABEO) van de FOD Financiën heeft op vraag van het Rekenhof een raming gemaakt van de budgettaire weerslag van een indexering van de drempelwaarden voor het inkomstenjaar 2025.

De vennootschappen die door de indexatie gekwalificeerd kunnen worden als microvennootschap of kmo zijn daarbij bepaald op basis van gegevens komende van de jaarrekening 2021 en de aangifte vennootschapsbelasting van het aanslagjaar 2022. Om een inschatting te kunnen maken van de eenmalige correctie is een indexatie van de drempelwaarden toegepast voor het jaar 2021 en is de budgettaire impact vervolgens geëxtrapoleerd naar 2025². Onderstaande tabel geeft een overzicht van de aldus berekende drempelwaarden voor kmo's, respectievelijk microvennootschappen³.

Tabel 1 – Overzicht drempelwaarden kmo's en microvennootschappen 2015-2021

Jaar	2015	2021 (geïndexeerd)
<i>Kleine en middelgrote vennootschappen</i>		
Balanstotaal (in euro)	4.500.000	5.000.000
Omzet (in euro)	9.000.000	9.950.000
VTE	50	50
<i>Microvennootschappen</i>		
Balanstotaal (in euro)	350.000	400.000
Omzet (in euro)	700.000	800.000
VTE	10	10

Bron: AABEO van de FOD Financiën

Op basis van het aanslagjaar 2022 wordt geraamd dat een indexatie van de drempelwaarden ervoor zorgt dat 2.123 vennootschappen zich bijkomend als microvennootschap kunnen kwalificeren en 454 vennootschappen als kmo.

De AABEO heeft de bijkomende budgettaire impact voor iedere fiscale steunmaatregel afzonderlijk berekend. Hiervoor zijn de microgegevens gebruikt uit de aangifte vennootschapsbelasting (AJ 2022), roerende voorheffing (IJ 2021-2023), vrijstelling doorstorting bedrijfsvoorheffing (IJ 2023) en personenbelasting (AJ 2022). De AABEO maakte daarnaast ook gebruik van het microsimulatiemodel MiSIS (voor de ontvangsten van de vennootschapsbelasting) en van interne statistieken.

Tabel 2 geeft een overzicht van de budgettaire kostprijs per fiscale steunmaatregel.

² De correctie is berekend op basis van de inflatiecijfers 2013-2020. De extrapolatie naar 2025 is gebeurd op basis van de verwachte groeivoet in de personen- en vennootschapsbelasting.

³ Na toepassing van de indexatie zijn de bedragen afgerond tot een veelvoud van 50.000 euro.



Tabel 2 – Overzicht budgettaire kostprijs per fiscale steunmaatregel voor het inkomstenjaar 2025 (in miljoen euro)

Fiscale steunmaatregel	Budgettaire kostprijs
Vennootschapsbelasting	
Voordelig afschrijvingsregime van met aankoop verbonden kosten	p.m.
Voordeligere investeringsaftrek	2,24 (of 3,26 bij gewijzigde wetgeving)
Geen vermeerdering wegens onvoldoende voorafbetalingen	0,03
Verlaagd tarief van 20% op eerste 100.000 euro	0,36
Geen beperking van de aftrek van overgedragen verliezen	0,05
Roerende voorheffing	
Aanleg liquidatiereserve	31,72
VVPRbis-regime	7,52
Vrijstelling roerende voorheffing op interesten van leningen aan startende vennootschappen	p.m.
Bedrijfsvoorheffing	
Vrijstelling van 20% voor startende microvennootschappen	0,28
Vrijstelling van 10% voor startende kmo's	0,23
Personenbelasting	
Belastingvermindering van 45% voor de verwerving van nieuwe aandelen in een startende microvennootschap	0,46
Belastingvermindering van 30% voor de verwerving van nieuwe aandelen in een startende kmo	0,01
Totaal	42,9 (of 43,93)

Bron: AABEO van de FOD Financiën

De budgettaire impact van de vrije keuze qua afschrijvingsregime met betrekking tot de aankoop verbonden kosten kon niet door de AABEO worden berekend door een gebrek aan gegevens. Er wordt verondersteld dat de budgettaire impact van dit regime vrij beperkt is en daarom als pro memorie kan worden ingeschat. Aangezien dit slechts zorgt voor een verschuiving van de afschrijving in de tijd, is er ook geen budgettaire impact op lange termijn.

De voordelige investeringsaftrek voor kmo's is berekend op basis van de investeringen aangegeven in de bijlage van de jaarrekening. Op basis van deze gegevens hebben nieuwe kmo's gemiddeld 531.354 euro aan nieuwe investeringen. Het gemiddeld bedrag aan investeringen in de investeringsaftrek die zijn aangegeven bij vennootschappen met een balanstotaal tussen 4 en 4,5 miljoen euro en een omzet tussen 8 en 9 miljoen euro bedraagt 386.637 euro. De budgettaire impact hiervan wordt geraamd op 2,24 miljoen euro. Er moet worden opgemerkt dat momenteel ook een wetsontwerp aanhangig is dat de tarieven van de investeringsaftrek voor kmo's wil verhogen op vanaf 1 januari 2025 verkregen of tot stand gebrachte vaste activa⁴. Indien dit wetsontwerp wordt goedgekeurd, zal dit een bijkomende budgettaire impact genereren van 1,02 miljoen euro als gevolg van de voorgestelde indexatie, hetgeen de totale kostprijs op 3,26 miljoen euro brengt.

⁴ Zie Wetsontwerp houdende diverse fiscale bepalingen van 29 februari 2024, DOC 55 3865/001. Er wordt voorgesteld het basistarief voor nieuwe vaste activa te verhogen van 8% tot 10% en tot 20% voor digitale investeringen.



Er is ook gekeken naar de effectieve vermeerderingen die zijn toegepast bij vennootschappen die volgens de nieuwe drempelwaarden worden gezien als klein en waarbij de aangifte betrekking heeft op de eerste drie boekjaren. De bijkomende budgettaire impact van dit regime kan als zeer beperkt (0,03 miljoen euro) worden beschouwd.

Sinds de hervorming van de vennootschapsbelasting moeten kmo's aan 3 bijkomende voorwaarden voldoen om te kunnen genieten van het verlaagd kmo tarief: één bestuurder natuurlijk persoon moet een bruto wedde opnemen van minstens 45.000 euro (of 50% van de winst voor uitkering wedde), de aandelen van de vennootschap moeten voor minstens 50% in handen zijn van natuurlijk personen en de vennootschap mag geen financiële vennootschap zijn. Op basis van microgegevens is een nieuwe code 1754 gecreëerd en geïntroduceerd in het simulatiemodel⁵. Het gewogen tarief daalt hierdoor van 25% naar 24,7% voor deze vennootschappen. De bijkomende budgettaire impact wordt op 0,36 miljoen euro geschat.

Daarnaast kunnen kmo's die onderhevig zijn aan de korfbepanking⁶ de eerste vier belastbare tijdperken vanaf de oprichting van de vennootschap vorige verliezen ongelimiteerd in mindering brengen. Op basis van de datum van oprichting is een nieuwe code 1496 uit de aangifte vennootschapsbelasting gecreëerd en geïntroduceerd in het microsimulatiemodel. De bijkomende budgettaire impact is echter vrij beperkt (0,05 miljoen euro).

Voor de fiscale regimes die een impact hebben op de ontvangsten roerende voorheffing, is gekeken naar de ontvangsten in de periode 2021-2023. Op basis van deze data gekoppeld aan de gegevens m.b.t. de liquidatiereserve uit de aangifte vennootschapsbelasting, wordt verondersteld dat 57% van deze reserves nog niet zijn uitgekeerd en wordt er vanuit gegaan dat de vennootschap dit zal aanhouden tot de vennootschap vereffent. Verder wordt verondersteld dat 42% uitgekeerd wordt na 5 jaar en 1% binnen de 5 jaar⁷. Dit geeft een gewogen tarief van 11,18%. Voor het VVPRbis regime wordt op basis van de aangegeven belastbare basis uit de aangifte roerende voorheffing uitgegaan van een gewogen tarief van 15,08%. Voor het aanslagjaar 2022 wordt op basis van statistieken verondersteld dat 21,72% van het positieve fiscaal resultaat na belastingen omgezet wordt in liquidatiereserve en 3,41% van het negatief resultaat na belastingen. Op basis van statistieken VVPRbis wordt verondersteld dat 6,52% van het positief fiscaal resultaat na belastingen uitgekeerd wordt via het VVPRbis regime en 1% van het negatief fiscaal resultaat na belastingen. De budgettaire impact van de liquidatiereserve wordt op 31,72 miljoen geschat en van het VVPRbis-regime op 7,52 miljoen euro.

Er zijn geen gegevens beschikbaar met betrekking tot de vrijstelling van de roerende voorheffing op interesten uit leningen aan startende vennootschappen. Er wordt ingeschat dat de bijkomende budgettaire kostprijs beperkt zal zijn en als pro memorie kan worden ingeschat.

⁵ Er is geen rekening gehouden met de voorwaarde m.b.t. het aandeelhouderschap door een gebrek aan microgegevens. De impact van deze voorwaarde voor de scope wordt als beperkt ingeschat.

⁶ Bepaalde fiscale aftrekken (waaronder overgedragen verliezen) worden beperkt tot een 'fiscale korf', zijnde een bedrag van 1 miljoen euro vermeerderd met 70% van de overgebleven belastbare winst (art. 207, lid 5, WIB 92).

⁷ Indien de liquidatiereserve binnen de 5 jaar na aanleg wordt uitgekeerd, moet 20% roerende voorheffing worden betaald. Dit tarief daalt tot 5% na een wachttermijn van 5 jaar. Indien de liquidatiereserve wordt aangehouden tot de stopzetting van de vennootschap, is er geen roerende voorheffing verschuldigd.



Tot slot is de bijkomende impact van de gunstregimes in de bedrijfsvoorheffing en de personenbelasting berekend op basis van de budgettaire kostprijs van deze regimes en de statistieken uit de jaarrekening. Meer bepaald is hiervoor gekeken naar de bezoldigingen voor de vrijstelling op doorstorting bedrijfsvoorheffing en naar het eigen vermogen voor de belastingverminderingen in de personenbelasting. De bijkomende budgettaire impact in de bedrijfsvoorheffing wordt daarbij geschat op 0,51 miljoen euro en 0,47 miljoen euro in de personenbelasting.

4. Conclusie

De fiscale administratie raamt de totale budgettaire kostprijs van het voorliggende wetsvoorstel op 42,90 miljoen euro. Dit bedrag kan verder oplopen tot 43,93 miljoen euro indien het wetsontwerp dat de tarieven van de investeringsaftrek wil verhogen wordt goedgekeurd. De belangrijkste kostenposten zijn de aanleg van een liquidatiereserve (31,72 miljoen euro) en het VVPR*bis*-regime (7,52 miljoen euro).

Het Rekenhof sluit zich aan bij deze raming.